

Zeitschrift:	Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber:	Organisation des Suisses de l'étranger
Band:	21 (1994)
Heft:	2
Artikel:	Une des plus protégées du monde : l'agriculture suisse à un carrefour
Autor:	Tschanz, Pierre-André
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-912598

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une des plus protégées du monde

L'agriculture suisse à un carrefour

Les accords du GATT, l'ouverture des marchés et les impératifs de l'économie en général ont contraint la Suisse à revoir sa politique agricole. Cette réforme sera, pour l'agriculture suisse, qui emploie aujourd'hui 4,5% de la population active, douloureuse: la moitié des 93 000 exploitations agricoles du pays est menacée; car elle va entamer les revenus des agriculteurs.

Jusqu'à présent, l'Etat garantissait aux paysans suisses un revenu équitable et l'écoulement de leurs produits grâce à des prix administrés et à un arsenal de mesures de protection contre la concurrence étrangère. Résultat: si les

ment sont élevés; les terres saturées par une exploitation toujours plus intensive. L'agriculture suisse s'est progressivement éloignée du marché.

Pierre-André Tschanz

revenus dans le secteur primaire, en Suisse, sont à peu près décents, la production agricole est en partie excédentaire; les prix et les charges d'écoule-

ment du marché. On veut une libéralisation des prix et une diminution des soutiens liés à la production. La mesure la plus spectaculaire dans ce sens a été, en septembre dernier, la baisse de 10 centimes du prix du litre de lait à la production; de 97 centimes aujourd'hui, ce prix est encore le double de celui payé dans l'Union européenne. La diminution du revenu agricole doit être partiellement compensée par de nouveaux soutiens non liés au rendement, ce qu'on appelle des paiements directs. Ils voisineront cette année le milliard de francs.

Paiements directs

Le réaménagement des revenus, qui est au centre de la nouvelle politique agricole, doit permettre de conformer l'agriculture suisse à la fois aux règles du GATT, de l'Union européenne et aux

1,5 milliard en moins

Ces paiements directs devraient sensiblement augmenter d'ici la fin du siècle, au fur et à mesure que la Suisse mettra en application les mesures prévues dans le volet agricole du GATT. Il s'agira

«Une question de survie»

«Notre souci, c'est le GATT et l'ouverture des marchés. Nul ne sait aujourd'hui de quoi demain sera fait!» Fritz et Margrit Hänni sont agriculteurs à Gasel, une petite localité de quelque 800 habitants à une dizaine de kilomètres au sud de Berne. «Notre exploitation n'est pas directement menacée, contrairement à d'autres, mais il faudra faire avec moins». Avec ses 20 ha de surface agricole, auxquels s'ajoutent 10 ha de forêt, la famille Hänni a une exploitation relativement grande en termes suisses. La superficie moyenne des

93 738 domaines recensés en 1990 était en effet de 16 ha. Les accords du GATT, l'ouverture des marchés et la nouvelle politique agricole suisse pourraient entraîner la disparition de près de la moitié de ces domaines, qui fournissent du travail à 5% de la population active.

La trentaine bien sonnée, quatre enfants, les Hänni emploient un ouvrier agricole et recourent également aux services de la mère et de la tante de Fritz pour le marché deux fois par semaine à Köniz. 40% de leurs revenus proviennent de la production laitière et de l'élevage de vaches laitières (15 vaches et une quinzaine de génisses et veaux; contingent de 82 000 l/an), 18% de la vente directe de fruits, légumes et œufs, 15% de la production de pommes de terre (2 ha), 15% également de la production de céréales panifiables et fourragères (6 ha) et 7% des betteraves sucrières, dont la production est elle aussi (comme



Pour Fritz Hänni, de Gasel/BE, l'avenir est incertain. Les défis auxquels les agriculteurs suisses doivent faire face sont le GATT et l'ouverture des marchés.
(Photo: PAT)



notamment de transformer en droits de douane toutes les mesures de protection à la frontière, de réduire de 36% les droits de douane initiaux, de garantir un accès minimal au marché suisse des

le lait) contingentée. L'exploitation des 10 ha de forêt enfin représente 5% des revenus de l'exploitation. 24 000 francs environ proviennent des contributions de la Confédération et du canton. «L'an dernier, explique Fritz Hänni, nous avons subi des dommages de grêle, ce qui est relativement rare dans la zone de collines de la campagne autour de Berne. Mon revenu journalier s'en est ressenti, il a chuté de 170 à 130 francs.»

Membre de l'Union suisse des paysans, la plus grande et la plus influente organisation de la branche, Fritz Hänni reconnaît non sans regret qu'une adaptation des structures de l'agriculture est inévitable aujourd'hui en Suisse. «Néanmoins les paysans se battront, car c'est une question de survie!» A deux reprises, ces dernières années, Fritz Hänni a visité des exploitations agricoles en Alsace. «Si l'on s'acheminait en Suisse vers la même politique, on porterait un coup fatal à l'agriculture!»

Pierre-André Tschanz ■

produits agricoles étrangers, de réduire de 20% par rapport à 1986-1988 les soutiens liés à la production, de diminuer de 21% les quantités exportées à l'aide de subventions et de 36% par rapport à la période 1986-1990 les subventions à l'exportation. Ces mesures combinées coûteront à l'agriculture suisse 1,5 milliard de francs – un cinquième environ du montant des soutiens actuels sous toutes leurs formes.

Les effets de ces diminutions de revenu seront en partie atténus – dans une mesure non encore définie – par des paiements directs, compatibles avec les nouvelles règles du GATT. A l'Union suisse des paysans – la plus grande et la plus puissante des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs – Heidi Bravo, qui s'occupe des questions du GATT, espère que ces compensations seront aussi importantes que possible. «Le plus important est toutefois d'assurer à long terme le financement de ces paiements directs». De l'ampleur et du financement de ces compensations dépendra l'attitude des paysans suisses sur la question de la ratification des accords du GATT. La famille Hänni, dont nous brossons le portrait ci-contre, observe une attitude de prudente réserve, pour l'heure, sur la question du lancement d'un référendum contre la ratification des accords du GATT.

La «vue intérieure» de l'agriculture suisse ne correspond plus guère à l'image traditionnelle de celle-ci: stabulation libre avec affouragement à l'extérieur (à gauche) et étable pour bovins munie d'équipements techniques. (Photos: Keycolor)

Multifonctionnalité

Si les sacrifices imposés aux agriculteurs suisses par le GATT sont importants, ils sont en partie contrebalancés par la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture, c'est-à-dire la prise en considération d'aspects autres que commerciaux, tels que le maintien de l'espace rural, la sécurité d'approvisionnement, l'entretien du paysage, etc., qui permet justement les paiements directs.

La multifonctionnalité, on la retrouve au cœur de la nouvelle politique agricole suisse. Les paiements directs qu'elle introduit ne sont rien d'autre que des aides financières justifiées par les prestations d'intérêt général que les agriculteurs sont appelés à fournir dans le cadre d'une agriculture, dont la tâche ne consiste plus seulement à assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires qu'on souhaite saines, de bonne qualité et avantageuses,

mais également d'utiliser et de maintenir les bases naturelles de l'existence, d'entretenir avec soin les sites cultivés et de contribuer à la vie économique, sociale et culturelle dans l'espace rural.

L'agriculture suisse est à un carrefour aujourd'hui. Elle devra faire face à la fois à une baisse des prix, à la concurrence internationale et à des consommateurs qui exigent une qualité toujours meilleure à des prix toujours plus bas. Les paysans suisses paraissent vouloir s'adapter. N'ont-ils pas été plus nom-

breux que prévus, l'an passé, à se mettre à la production intégrée (exploitation extensive avec limitation stricte des fu-

mures et traitements), qui donne droit à des paiements directs? Ils n'ont toutefois pas d'autre choix!

Agriculture en chiffres

	Part au produit intérieur brut	Part à la population active	Soutiens de production	
			Part au rendement	par habitant et par an
Suisse	3,2%	4,5%	79%	1000 Fr.s.
Union européenne	2,9%	7,4%	46%	370 Fr.s.
Pays de l'OCDE	2,9%	7,9%	43%	310 Fr.s.

Tout à la fois cher et avantageux

La formation du prix du beurre

Dans le commerce, 100 grammes de beurre coûtent environ Fr. 1.60. La formation de ce prix est une science à part. Essai d'explication.

Le beurre suisse (ou plutôt: le beurre en Suisse) est avantageux! Même si aucun consommateur et aucune consommatrice ne peut le croire et que ceux-ci persistent à penser que le beurre que l'on tartine est cher. Cependant, pour fabriquer 1 kilo de beurre, il faut 25 litres de lait au prix de 97 centimes, fixé par le Conseil fédéral. Avec les frais de fabrication, cela donne 25 francs environ. Mais au magasin, 1 kilo de beurre «première qualité» coûte entre 13 et 17 francs. Comment cela est-il possible?

La Suisse achète à l'étranger, à un prix avantageux, le beurre qui manque pour couvrir toute la consommation. C'est de la compétence de la Centrale suisse du ravitaillement en beurre (Butyra). Elle importe le beurre subventionné par le pays producteur à un prix fixé par contrat, qui est d'environ 3 francs le kilo, et le revend au commerce au prix de 11 francs environ (qui résulte lui-même de réglementations compliquées). Grâce à cette bonne affaire, la Butyra réduit le prix du beurre, plus cher, qui est fabriqué dans les conditions suisses.

Plus la centrale peut importer de beurre, plus le bénéfice disponible pour réduire le prix du beurre suisse est élevé et meilleur est le résultat du compte laitier de la Confédération. Pour cette raison, et aussi parce que la fabrication de

beurre est la manière la plus coûteuse d'écouler le lait, on essaie en Suisse de maintenir la production de beurre à un niveau aussi bas que possible. En effet, selon le plan appelé lait-fromage-beurre (à ne pas confondre avec le plan décennal usuel en économie dirigée), seul peut être transformé en beurre le lait pour lequel il n'existe pas d'autre possibilité d'utilisation, donc le lait appelé excédentaire. Les autres possibilités d'utilisation sont le lait destiné à la consommation, le fromage, la crème et le yogourt.

L'année passée, on a produit en Suisse environ 38 000 tonnes de beurre et on en a en outre importé 6900 tonnes. Le bénéfice de la Butyra sur les importations s'est élevé à 40 millions de francs. Il figure avec tous les détails dans le compte laitier de la Confédération et réduit les dépenses de celle-ci dans le secteur laitier, qui se sont élevées en 1993 à 1,33 milliard de francs.

Comme nous l'avons déjà dit, le prix du beurre dans le commerce de détail, réduit grâce aux fonds provenant du compte laitier (et non pas du compte du carnet du lait), est actuellement de 16 à 17 francs le kilo pour le beurre de choix (fabriqué à partir de crème pour lait), de 13 à 14 francs pour le beurre de cuisine (fabriqué à partir de lait et de crème de petit lait) et de 13 francs pour le beurre fondu. Comme nous l'avons également relevé, la fabrication de beurre suisse revient à 25 francs le kilo. Comme ce prix serait encore plus élevé si l'on y ajoutait une marge pour le commerçant, le beurre est donc véritablement avantageux. C'est probablement pour cette raison que la consommation de beurre en Suisse augmente et s'élève actuellement à 6,6 kilos par habitant et par an. De cette quantité, 1 kilo est importé et est donc particulièrement avantageux. Mais cela ne se remarque pas.

Alois Senti



«Voici la quantité de beurre que vous recevriez pour le même argent s'il n'y avait pas d'importations.» Les montagnes de beurre en Europe permettent de réduire le prix du beurre en Suisse. (Photo: Keystone)